

# Un max de blé

*par Jean Bérard*

---

**Alessandro Stanziani retrace la longue histoire de l'agriculture devenue productiviste et capitaliste, des transformations des semences et espèces à l'exploitation des producteurs, en passant par l'expropriation des paysans et la chimie des engrais et des pesticides.**

---

À propos de : Alessandro Stanziani, *Capital Terre, une histoire longue du monde d'après (XII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Payot, 2021. 432 p., 23 €.

En France, la part de l'alimentation dans la dépense de consommation des ménages est passée de 34,6 % en 1960 à 20,4 % en 2014<sup>1</sup>, tandis que la part des agriculteurs exploitants dans l'emploi total est passée de 7,1% en 1981 à 1,5 % en 2019<sup>2</sup>. Que nous disent ces chiffres ? L'heureuse histoire de l'émancipation des sociétés industrielles vis-à-vis de la contrainte alimentaire, leur capacité à produire beaucoup de nourriture en employant peu de force de travail ? L'alimentation contemporaine est pourtant travaillée par des questions plus angoissantes. Sommes-nous empoisonnés par ce que nous mangeons ? La production de viande fait-elle de nous les complices de la torture des animaux dans les abattoirs et de l'accroissement des émissions de CO2, comme l'huile de palme étalée sur des tartines fait de nous les complices de la

---

<sup>1</sup> Brigitte Larochette et Joan Sanchez-Gonzalez, « Cinquante ans de consommation alimentaire : une croissance modérée, mais de profonds changements », *INSEE Première*, n°1568, septembre 2015. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1379769#tableau-figure1>

<sup>2</sup> Olivier Chardon, Yves Jauneau, Joëlle Vidalenc, « Les agriculteurs : de moins en moins nombreux et de plus en plus d'hommes », *INSEE Focus*, n°212, octobre 2020. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4806717#tableau-figure1>

déforestation et de l'expulsion des paysans ? Le réchauffement climatique, la dégradation des sols, la disparition des insectes menacent-ils non seulement l'alimentation à bas coût, mais la production de nourriture elle-même ?

Le livre d'Alessandro Stanziani éclaire ces ambivalences contemporaines en retraçant l'histoire de « la relation entre alimentation, agriculture, environnement et inégalités » (p. 30). Il indique dès son titre - la nécessité de penser un monde d'après - que l'histoire des manières devenues dominantes de produire de la nourriture montre qu'il est temps d'en changer. La démonstration articule l'analyse de trois grands moments avec des pistes conclusives de transformations.

## **La puissance du travail**

Le premier moment court du XII<sup>e</sup> siècle aux années 1870. Cette longue durée indique non pas le passage d'un monde stagnant à un monde croissant, mais au contraire la continuité d'une lente croissance (p. 51) de la production et de la population, au sein de laquelle les grands moments de crise, comme la peste noire du XIV<sup>e</sup> siècle, forment des exceptions. Ce mode de croissance perdure loin dans l'ère dite contemporaine. Enfin, sur cette longue durée, il est peu éclairant de chercher à singulariser l'Europe occidentale.

Comment caractériser cette forme de croissance ? La hausse de la population va de pair avec les hausses de la production et des surfaces cultivées. La raréfaction des ressources locales, par la déforestation, entraîne la recherche de ressources coloniales (p. 33). Des innovations techniques transforment lentement les formes de la production : charrues lourdes, champs ouverts, intégration entre agriculture et pâturage, rotation triennale des cultures, amélioration des harnais pour les bêtes. Ainsi, « en Chine, sous les Song (à partir de 960), les surfaces agricoles doublent, grâce à des innovations technologiques importantes et au rôle régulateur de l'État » (p. 49). Alessandro Stanziani montre qu'il n'existe « pas de civilisations du riz, du blé et du maïs isolées les unes des autres, ni d'agricultures d'autosuffisance, ni de graines et semences figées en attendant la modernité ». La génétique des plantes couplée à des fouilles archéologiques permet de caractériser des adaptations, métissages et évolutions lentes des semences. Les circulations sont inscrites dans une histoire globale et coloniale, qui fait des puissances politiques dominantes des puissances d'imposition des formes de cultures, comme celle du sucre (p. 98).

L'agriculture demeure pauvre en capital et fondée sur la force du travail humain. Cela n'empêche pas l'exploitation des sources d'énergie des économies préindustrielles : bois, charbon, vent et eau, rivière. Celles-ci s'inscrivent aussi dans une longue durée. D'un côté, « en Chine aussi, les moulins sont répandus depuis l'Antiquité. Ils sont utilisés comme source d'énergie aussi bien pour transporter les produits agricoles que pour la production manufacturière ». De l'autre, « les moulins à eau et, plus généralement, les roues hydrauliques atteignent leur apogée au XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 60). Mais la source d'énergie fondamentale demeure le travail humain.

Le livre montre l'impact des variations du climat entre l'optimum médiéval et le petit âge glaciaire (XIV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle). La chute des températures entraîne des déplacements des populations et des épidémies, des guerres et des famines. C'est le cas des « tensions sociales extrêmes au 17<sup>e</sup> siècle » (p. 111) : une mauvaise récolte est dramatique pour les paysans, une décennie de mauvaise récolte met en crise des empires Khmer, Moghol et Ottoman<sup>3</sup>. Ces analyses permettent de caractériser une double dimension de l'exercice du pouvoir dans ces sociétés agricoles. D'un côté, Alessandro Stanziani insiste sur les échanges. Par exemple, « du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, le commerce rayonne entre la Russie, l'Asie centrale, l'Inde, la Perse, l'Empire ottoman et les khanates descendants de Tamerlan » (p. 50). Mais il montre également qu'il est vain de transposer dans l'histoire longue la figure d'un marché régi par l'offre et la demande, de main-d'œuvre comme de marchandise. Ce premier régime de croissance agricole est fondé sur une main-d'œuvre rare : mais ses puissances dominantes n'entendent pas l'attirer par de meilleures rétributions. C'est la puissance politique qui permet la coercition du travail. Du côté des produits également, « la discipline du marché relève de l'ordre public », par des dispositifs de stockage et de limitation des échanges dans les moments de tension alimentaire.

## **La grande transformation industrielle**

La seconde partie traite de la grande accélération du productivisme agricole, entre 1870 et 1970. Ses symptômes en sont connus pour les pays du Nord : hausse des rendements, chute de la force de travail dans l'agriculture, importance accrue des machines, concentration des exploitations, importance des investissements en capital.

---

<sup>3</sup> Geoffrey Parker, *Global Crisis: War, Climate Change and Catastrophe in the Seventeenth Century*, Yale University Press, 2013.

Le livre articule cette histoire avec celle des transformations biologiques et chimiques produites par l'industrialisation de l'agriculture. On fait venir des nitrates du Chili dès 1840, avant que l'industrie chimique travaille à la production de fertilisants artificiels, que l'entreprise allemande BASF réalise dans l'entre-deux-guerres. La production agricole dépend de plus en plus des énergies fossiles, pour faire avancer les machines, mais aussi pour la production des engrais chimiques. Une autre dimension de cette industrialisation porte sur le contrôle des semences et des plantes. Il s'agit d'abord d'un contrôle technologique, permis par la production de semences hybrides, d'abord de maïs puis d'autres plantes. Mais il ne s'agit pas moins d'un contrôle économique et politique, qui fait passer les agriculteurs dans la dépendance de leurs fournisseurs de semences protégées par des droits de propriété. Les États-Unis sont le centre de ce mouvement, dans l'entre-deux-guerres puis, de manière plus puissante, après 1945, lorsque la vente des semences s'articule aux politiques de développement pour « assurer [leur] domination politique et économique » (p. 169).

Comme pour les fertilisants, la standardisation des semences produit rapidement des alertes. Des recherches « prouvant l'affaiblissement des écosystèmes lié à ces modifications (...) ainsi que la vulnérabilité accrue des plantes et des animaux standardisés face aux fléaux climatiques et environnementaux » (p. 169) sont laissées dans l'ombre. C'est d'autant plus vrai que les semences nouvelles nécessitent fertilisants et antiparasitaires, en symbiose parfaite, ou fatale, avec l'industrie chimique (p. 174). En Inde, de nouvelles semences de riz, dont les conditions de production favorisent les maladies et l'endettement des petits producteurs, produisent hausse puis baisse des rendements, concentration de la propriété terrienne, et marginalisation des savoirs paysans (p. 179).

Le confinement des animaux d'élevage libère des surfaces pour les cultures céréalières. Des variétés de blés productifs, riches en gluten qui répondent bien aux engrais et dont les produits sont bien adaptés au pétrissage et la panification industrielle deviennent dominantes, appuyés sur l'extension mondiale de la consommation de pâtes (puis de nouilles instantanées). La consommation de viande connaît un accroissement au Nord depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, puis une accélération majeure dans le second XX<sup>e</sup> siècle, s'étendant aussi aux pays du Sud. Standardisation des espèces, recours intensif aux produits chimiques et vétérinaires sous le contrôle de grandes entreprises, besoin en électricité et chauffage pour l'élevage en batterie, concentration dans de grandes exploitations font de l'élevage « une des principales sources de pollution et de destruction de l'environnement à travers le monde » (p. 195).

La généralisation des vaccins permet, en Occident, d'éradiquer les principales maladies animales transmissibles à l'être humain (p. 210). Mais « autant les Européens cherchent à limiter toute importation de nouvelle épizootie chez eux, autant ils ne se gênent pas pour les répandre, dans les mondes coloniaux en particulier » : la peste bovine arrive en Inde avec les Britanniques, en Éthiopie avec les Italiens. « De plus, les politiques coloniales adoptées pour endiguer ces fléaux finissent par engendrer le résultat opposé : par exemple, en Afrique du Sud, la transhumance est interdite et, avec elle, un des remèdes des sociétés locales pour lutter contre les épizooties » (p. 209). La chronologie de la transformation des formes de l'agriculture n'est pas homogène. Le rôle de la force de travail demeure central dans les pays du Sud. Mais un trait marquant de ce siècle est l'extension graduelle de ce mode de fonctionnement. Ainsi, « le déclin des maïs africains, associé à la pluriculture et à l'essor de nouveaux maïs hybrides en monoculture, constitue le fait marquant de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle dans les environnements agricoles africains » (p. 176).

La relation coloniale, puis néo-coloniale, articulée avec la volonté de libéralisation et de conversion des agricultures du Sud vers des monocultures d'exportation, déclenche des catastrophes. Le travail forcé demeure courant sous des formes renouvelées (p. 219), les famines aussi. Mike Davis a documenté, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les « génocides tropicaux » causés par les années de sécheresse dues au phénomène climatique El Niño et l'insertion de la Chine, de l'Inde et du Brésil dans le commerce mondial des céréales<sup>4</sup>. Ces famines de marché font 8 à 10 millions de morts en Inde, 20 millions en Chine et un million au Brésil entre 1876 et 1879. Alessandro Stanziani étend l'argument à l'analyse des aléas climatiques du XX<sup>e</sup> siècle qui surviennent dans les années 1920, 1940 et 1950, puis pendant les années 1970. Les famines sont liées aux politiques de développement qui intègrent les productions agricoles dans des circuits mondiaux d'échange de cacao, caoutchouc, coton, huile de palme ou café.

## **La domination de la spéculation**

Le dernier moment est celui qu'A. Stanziani qualifie de « haute globalisation », des années 1970 à nos jours. Il peut s'analyser dans les termes qui rendent compte,

---

<sup>4</sup> Mike Davis, *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900). Aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte, 2003.

dans tous les secteurs de l'économie, du néo-libéralisme financiarisé : dérégulation des marchés, crise de l'État social, constitution d'entreprises géantes, généralisation de la spéculation (p. 245). Ainsi, « les groupes Cargill, ADM, Bunge, Dreyfus et Glencore contrôlent à eux seuls environ les trois quarts du commerce de céréales ». Les produits agricoles deviennent des produits spéculatifs : « actuellement, seuls 2% des transactions sur les marchés de matières premières correspondant à des échanges de produits réels » (p. 246). La spéculation cause une volatilité des prix, qui déclenche, comme en 2008, des émeutes dans les pays du Sud touchés par des hausses brutales. Elle s'étend aux terres elles-mêmes (p. 250-251). En 2016, 300 transactions ont porté sur 30 millions d'hectares dans 70 pays, au détriment de terres communes, parfois sans volonté d'exploitation agricole immédiate. Ces mutations ne vont pas sans résistances et violences et des ONG tentent de promouvoir d'autres modèles (Via Campesina, Ekta Parishad en Inde). Il reste que « partout les paysans sont évincés de leurs terres » (p. 259) et que « les droits des peuples autochtones sont formellement reconnus et en réalité bafoués dans la pratique » (p. 254).

Du côté des biotechnologies, la haute globalisation est celle du passage des hybrides aux OGM. Celui-ci est contemporain des alertes sur les effets délétères de la standardisation, et de « recherche de variétés anciennes de manière à restaurer une certaine biodiversité ». Mais la direction dominante est d'« accentuer l'hybridation » et de « modifier les séquences génétiques des plantes » (p. 277). Ainsi, « en Amérique latine, le pourcentage de terres semées avec des hybrides de blé à la très haute productivité passe ainsi de 11% en 1970 à 90 % en 1998 ». En Asie, le riz hybride passe de 10 % des surfaces en 1970 à 65 % en 1998. Les OGM mettent « la science au service des inégalités » (p. 283). Ils déclenchent des résistances qui obtiennent quelques interdictions, mais leurs puissants soutiens économiques et politiques assurent leur diffusion. En 2013 aux États-Unis, 90 % du coton et du maïs, 93 % du soja sont transgéniques (p. 286). Les OGM reproduisent des traits des semences hybrides : dépendance des producteurs, hausse puis baisse des rendements, nécessité d'accroître les surfaces exploitées. L'exploitation des ressources les pousse à leur limite. C'est le cas en particulier de l'eau. En Afrique subsaharienne, 180 000 enfants par an meurent à cause de manque d'eau décontaminée (p. 266). Fertilisants et pesticides consomment beaucoup d'énergie (50 % de l'énergie de la production du blé) à l'heure où l'agriculture elle-même est sommée de résoudre d'autres impasses fossiles : les biocarburants forment ainsi une nouvelle « stratégie d'accumulation capitaliste » (p. 269).

La croissance maintenue de l'élevage, même si les classes moyennes du Nord se détournent partiellement du bœuf au profit des volailles, demeure assise sur la sélection des races, l'irrigation, l'extension de l'usage des anabolisants et antibiotiques. Ainsi, « 70 % des terres autrefois boisées de l'Amazonie servent aujourd'hui de pâturages » (p. 291). Les farines animales, interdites pour les bovins après la maladie de la vache folle, nourrissent les poissons d'élevage, autre désastre écologique : « la plus grande forêt de mangrove au monde, au Bangladesh, s'éteint progressivement envahie par les élevages de crevettes, les déchets en plastiques et la pollution des eaux » (p. 293). La faim des pays pauvres est causée par les articulations nouvelles du réchauffement climatique qui produit des épisodes croissants d'inondation et de sécheresse, aux guerres et déplacements de population. La nourriture est en même temps gaspillée, dans les pays du Nord au moment de sa consommation, dans les pays du Sud au moment de sa production et conservation, lorsque les infrastructures ne sont pas adaptées au productivisme nouveau.

## **Comment interdire la dilapidation ?**

On comprend dès lors qu'il faille changer de monde. Dans son dernier chapitre et sa conclusion, le livre revient « aux fondements de la philosophie politique de l'économie ». Il retrouve, en passant par Rousseau, le questionnement de Lévi-Strauss sur la possibilité d'un contrat social/naturel de portée universelle<sup>5</sup>. Comment concevoir des institutions politiques à même de mettre fin à la « dilapidation » du « capital Terre » ? Alessandro Stanziani écarte l'idée de retour à des mondes passés pour formuler un ensemble de propositions d'avenir : interdire les spéculations financières sur les produits alimentaires, interdire les acquisitions de vastes surfaces et donner une place centrale aux coopératives, interdire tout brevet sur les plantes, revenir à une recherche agronomique fondamentale et publique, ouvrir la protection de l'État social à toutes les travailleuses et tous les travailleurs sans condition de nationalité.

Ces propositions partagent avec d'autres, formulées à cette échelle, qu'il n'est pas (encore) facile de figurer la conjoncture politique et sociale à même de conduire à leur réalisation. Il n'en demeure pas moins nécessaire de les penser et de les défendre, pour une raison qui peut, au terme de ce long parcours, s'énoncer simplement : la terre

---

<sup>5</sup> Claude Lévi-Strauss, « Réflexions sur la liberté », *le Regard éloigné*, Paris, Plon, 1983.

est à la fois notre ressource capitale et, dans le productivisme agricole financiarisé, inscrite comme capital dans des rapports de propriété, de production et de spéculation qui concourent à son exploitation la plus intensive, la plus rapide et la plus profitable possible, bref à son épuisement et à sa destruction.

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 2 février 2022.